

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/40123]

**21 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1996 fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des Services du Gouvernement absents pour maladie ou infirmité**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1996 fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des Services du Gouvernement absents pour maladie ou infirmité, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2012;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment l'article 24;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 19 février 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 1 février 2018;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 22 décembre 2017;

Vu le protocole n° 479 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 24 mai 2017;

Vu l'avis n° 62.176/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 26 juin 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1996 fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des Services du Gouvernement absents pour maladie ou infirmité est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, absents pour maladie ou infirmité ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> Membre du personnel : les agents, les stagiaires, les personnes engagées par contrat de travail des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt publics relevant du Comité de Secteur XVII; »;

2<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> Fonctionnaire général compétent : le Directeur général de la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines du Ministère de la Communauté française, ou le Fonctionnaire dirigeant d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ou le Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. ».

**Art. 3.** A l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, le mot « médical » est ajouté entre les mots « service de contrôle » et les mots « ou à la demande ».

**Art. 4.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. – *Le membre du personnel qui, pour cause de maladie ou d'infirmité, est empêché de se rendre à son travail ou d'entamer celui-ci lorsqu'il est en télétravail, en informe ou en fait informer son supérieur hiérarchique immédiat et/ou le secrétariat de son service, dès que possible et en toute hypothèse avant 10 heures du matin ou, dans le cas où le membre du personnel est soumis à un régime horaire particulier, selon les modalités fixées par le règlement de fonctionnement interne qui lui est applicable. Il précise, ou fait préciser, son lieu de séjour.*

*Si le membre du personnel ne peut donner une information précise quant à la durée de son absence, il réintervient auprès de son supérieur hiérarchique immédiat dès qu'il en a connaissance.*

*Le membre du personnel qui se sent dans l'incapacité de poursuivre son travail en cours d'activité journalière en informe, avant de s'absenter ou d'interrompre son travail lorsqu'il est en télétravail, son supérieur hiérarchique immédiat. »*

**Art. 5.** L'article 4 du même arrêté est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> le dispositif actuel est repris sous un paragraphe 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> il est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsque le membre du personnel a déjà été en incapacité de travail pour une durée n'excédant pas un jour à trois reprises au cours d'une même année civile, ou douze reprises pour le membre du personnel souffrant d'une affection reconnue comme maladie grave et de longue durée par le service médical de contrôle, il est tenu, pour toute

absence d'une durée n'excédant pas un jour subséquente survenant dans le courant de cette même année, de faire établir un certificat médical selon les modalités visées au § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 6.** Dans les articles 4 et 14 du même arrêté, les mots « fonctionnaire général dirigeant la Direction d'administration de la Fonction publique – cellule interministérielle » sont à chaque fois remplacés par les mots « fonctionnaire général compétent ».

**Art. 7.** Dans l'article 5 du même arrêté, les alinéas 4 et 5 sont abrogés.

**Art. 8.** Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « La formule » sont remplacés par les mots « Le certificat médical ».

Dans l'alinéa 3 du même article, les mots « de la formule visée » sont remplacés par les mots « du certificat médical visé ».

**Art. 9.** Dans les articles 7 et 10, les mots « fonctionnaire général compétent pour la gestion du personnel » sont à chaque fois remplacés par les mots « fonctionnaire général compétent ».

**Art. 10.** Dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « formulaire » est remplacé par le mot « certificat médical ».

**Art. 11.** Dans l'article 9 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par 2 alinéas rédigés comme suit :

« Si le médecin contrôleur estime que le membre du personnel peut assurer son service sans préjudice pour son état de santé, il l'en informe par une formule dont le modèle est arrêté par le service de contrôle médical sur accord du fonctionnaire général compétent.

Le médecin contrôleur avise ensuite le fonctionnaire général compétent de ce que le membre du personnel est apte à reprendre sa fonction. ».

**Art. 12.** Dans l'article 11 du même arrêté, le chiffre « 4 » est remplacé par le chiffre « 3 » et les mots « ou celle visée à l'article 12, » sont supprimés.

**Art. 13.** Le Chapitre III du même arrêté est abrogé.

**Art. 14.** Dans l'article 15 du même arrêté, les mots «, sans préjudice du droit de recours visé à l'article 46 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux » sont abrogés.

**Art. 15.** Dans l'article 17 du même arrêté, le mot « deux » est remplacé par le mot « trois ».

**Art. 16.** Entre le Chapitre VI et le Chapitre VII du même arrêté, est inséré un Chapitre *Vibis*, comprenant un article 21 bis, rédigé comme suit :

« CHAPITRE *Vibis*. – Du défaut d'information, d'envoi du certificat médical, de soumission au contrôle médical ou de reprise de l'activité

Article 21 bis. – Le membre du personnel qui ne satisfait pas à ses obligations d'information, d'envoi du certificat médical conformément aux articles 7 et 8, de soumission au contrôle médical de la manière et dans les délais prévus par le présent arrêté ou qui ne reprend pas son activité suite à une décision du médecin contrôleur ou du médecin désigné en application de l'article 16 du présent arrêté, peut se voir refuser par le fonctionnaire général compétent le bénéfice de son traitement pour les jours d'absence qui ont précédé le jour de cette information, de cet envoi ou du contrôle, ou les jours d'absence qui suivent le jour ouvrable de la décision de reprise anticipée de l'activité.

Le refus visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est nécessairement précédé d'une invitation au membre du personnel de faire valoir ses explications. S'il souhaite être entendu, le membre du personnel peut se faire assister de la personne de son choix. Le bénéfice du traitement ne peut être refusé en cas de force majeure justifiant le défaut d'information, l'absence d'envoi d'un certificat médical, le défaut de soumission au contrôle médical ou l'absence de reprise anticipée de l'activité. ».

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mars 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40123]

**21 MAART 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1996 tot vaststelling van de nadere regels voor de controle op de wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelsleden van de Diensten van de Regering**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1996 tot vaststelling van de nadere regels voor de controle op de wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelsleden van de Diensten van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2012;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de «Office de la Naissance et de l'Enfance», afgekort «O.N.E.», inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 maart 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van de «Office de la Naissance et de l'Enfance», gegeven op 1 februari 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van het «Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan», gegeven op 22 december 2017;

Gelet op het protocol nr. 479 van het Overlegcomité van Sector XVII, gesloten op 24 mei 2017;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 62.176/4, gegeven op 18 oktober 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de "gendertest" van 26 juni 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1996 tot vaststelling van de nadere regels voor de controle op de wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelsleden van de Diensten van de Regering, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1996 tot vaststelling van de nadere regels voor de controle op de wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelsleden van de Diensten van de Regering, van de Hoge raad voor de Audiovisuele sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren".

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° het punt 1° wordt vervangen door wat volgt:

"1° Personeelslid: de ambtenaren, stagiairs, de personen aangeworven met een arbeidsovereenkomst van de Diensten van de Regering, van de Hoge raad voor de Audiovisuele sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;"

2° het punt 4° wordt vervangen door wat volgt:

"4° Bevoegd ambtenaar-generaal: de Directeur-generaal van de Algemene directie Ambtenarenzaken en Human resources van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of de Leidend ambtenaar van een instelling van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteert of de Voorzitter van de Hoge raad voor de audiovisuele sector."

**Art. 3.** In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt, in de Franse tekst, de woorden "à l'initiative du service de contrôle ou à la demande" vervangen door de woorden "à l'initiative du service de contrôle médical ou à la demande".

**Art. 4.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Artikel 3. Het personeelslid dat wegens ziekte of gebrekkigheid verhinderd wordt zich naar zijn werkplaats te begeven of met zijn arbeid te beginnen als hij telewerk verricht, licht er zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere ervan in en/of geeft er bericht van aan het secretariaat van zijn dienst, zodra mogelijk en in ieder geval voor 10 's morgens of, ingeval het personeelslid onderworpen wordt aan een bijzonder tijdschema, volgens de nadere regels bepaald in het huishoudelijk reglement dat op hem van toepassing is. Hij geeft kennis van zijn verblijfplaats of vraagt dat deze plaats meegedeeld worden.

Indien het personeelslid geen nauwkeurige informatie kan geven omtrent de duur van zijn afwezigheid, neemt hij opnieuw contact met zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere zodra hij er kennis van heeft.

Het personeelslid dat in de onmogelijkheid verkeert zijn werk voort te zetten tijdens de dagelijkse activiteit geeft er kennis van aan zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere voordat hij weggaat of vooraleer zijn werk stop te zetten wanneer hij telewerkt."

**Art. 5.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° het huidige beschikkend gedeelte wordt onder een paragraaf 1 opgenomen;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. Wanneer het personeelslid reeds in ongeschiktheid is geweest voor een duur van niet langer dan één dag drie keer gedurende eenzelfde burgerlijk jaar, of twaalf keer voor het personeelslid dat aan een als ernstige ziekte van lange duur door de medische toezichtdienst erkende aandoening lijdt, wordt hij ertoe gehouden voor elke afwezigheid die daarna plaatsvindt van een duur die niet langer is dan een dag in de loop van hetzelfde jaar, een medisch attest te laten opmaken volgens de nadere regels bedoeld bij § 1."

**Art. 6.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, worden de woorden “de ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid de Bestuursdirectie voor Ambtenarenzaken - interministeriële cel – behoort” vervangen door de woorden “de bevoegde ambtenaar-generaal” en in artikel 14 van hetzelfde besluit, worden de woorden “de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie voor ambtenarenzaken - interministeriële cel” vervangen door de woorden “de bevoegde ambtenaar-generaal”.

**Art. 7.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de leden 4 en 5 opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “Het formulier” vervangen door de woorden “Het medisch attest”.

In het derde lid van hetzelfde artikel, worden de woorden “van het in artikel 4 bedoelde formulier” vervangen door de woorden “van het in artikel 4 bedoeld medisch attest”.

**Art. 9.** In artikel 7, worden de woorden “de ambtenaar-generaal die bevoegd is inzake personeelsbeheer” vervangen door de woorden “de bevoegde ambtenaar-generaal” en in artikel 10, worden de woorden “de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeelsbeheer” vervangen door de woorden “de bevoegde ambtenaar-generaal”.

**Art. 10.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord “formulier” vervangen door de woorden “medisch attest”.

**Art. 11.** . In artikel 9 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid vervangen door 2 leden, luidend als volgt:

“Indien de controlearts meent dat het personeelslid zijn werk kan hervatten zonder zijn gezondheidstoestand in gevaar te brengen, brengt hij het betrokken lid ervan op de hoogte via een formulier waarvan het model wordt bepaald door de dienst voor medisch toezicht met de instemming van de bevoegde ambtenaar-generaal.

Daarna geeft de controlearts bericht aan de bevoegde ambtenaar-generaal ervan dat het personeelslid het werk kan hervatten.”.

**Art. 12.** In artikel 11 van hetzelfde decreet, wordt het cijfer “4” vervangen door het cijfer “3” en de woorden “of deze bedoeld bij artikel 12,” geschrapt.

**Art. 13.** Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, worden de woorden “, onverminderd het recht op beroep bedoeld bij artikel 46 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende bepaling van de algemene principes”, opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 17 van hetzelfde besluit, wordt het woord “twee” vervangen door het woord “drie”.

**Art. 16.** Tussen Hoofdstuk VI en Hoofdstuk VII van hetzelfde besluit, wordt een Hoofdstuk *VIbis* ingevoegd, waarin een artikel 21*bis* opgenomen is, luidend als volgt:

“Hoofdstuk *VIbis*. – Verzuim van informatie, van toezending van het medisch attest, van medisch onderzoek of van hervatting van de activiteit

Artikel 21 bis. Aan het personeelslid dat niet aan zijn verplichtingen inzake informatie van zijn afwezigheid, toezending van het medisch attest overeenkomstig de artikelen 7 en 8, medisch onderzoek of hervatting van de activiteit volgens de wijze en binnen de termijnen bepaald in dit besluit of dat zijn activiteit niet hervat na een beslissing van de controlearts of van de arts aangewezen met toepassing van artikel 16 van dit besluit, kan door de bevoegde ambtenaar-generaal het genot van zijn wedde geweigerd worden voor de dagen afwezigheid voor de dag van deze informatie, zending of controle, of de dagen afwezigheid die de werkdag volgen van de beslissing tot vervroegde hervatting van de activiteit.

De weigering bedoeld bij het eerste lid wordt noodzakelijkerwijze voorafgegaan van een uitnodiging gericht aan het personeelslid om zijn uitleg te laten gelden. Indien het personeelslid gehoord wenst te worden, kan hij zich door de persoon van zijn keuze laten bijstaan. In geval van overmacht kan het genot van de wedde niet geweigerd worden wanneer het verzuim van informatie, het verzuim aan toezending van een medisch attest, het verzuim van medisch onderzoek of het verzuim aan vervroegde hervatting van de activiteit met redenen wordt omkleed.”.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand na deze tijdens welke het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 18.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 maart 2018.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2018/30818]

Rechterlijke Orde. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 18 maart 2018, is de heer Verhaest, H., erekamervoorzitter in het hof van beroep te Gent, bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsdorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2018/30818]

Ordre judiciaire. — Ordres nationaux

Par arrêté royal du 18 mars 2018, M. Verhaest, H., président de chambre honoraire à la cour d’appel de Gand, est promu Commandeur de l’Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.